Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

49/2-3 | 2008
Sortie de guerre

Identifier les « Éléments ennemis » en Lettonie

Une priorité dans le processus de resoviétisation (1942-1945)

Juliette Denis

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/9131>

DOI : 10.4000/monderusse.9131

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2008

Pagination : 297-318

ISBN : 978-2-7132-2196-5

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Juliette Denis, « Identifier les « Éléments ennemis » en Lettonie », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 49/2-3 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9131> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.9131>

Tous droits réservés

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_49&ID_ARTICLE=CMR_492_0297

Identifier les « Éléments ennemis » en Lettonie. Une priorité dans le processus de resoviétisation (1942-1945)

par Juliette DENIS

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2008/2-3 - Vol 49

ISSN 1252-6576 | ISBN 9782713221965 | pages 297 à 318

Pour citer cet article :

—DENIS J., Identifier les « Éléments ennemis » en Lettonie. Une priorité dans le processus de resoviétisation (1942-1945), *Cahiers du monde russe* 2008/ 2-3, Vol 49, p. 297-318.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

JULIETTE DENIS

IDENTIFIER LES « ÉLÉMENTS ENNEMIS » EN LETTONIE

Une priorité dans le processus de resoviétisation (1942-1945)¹

En pénétrant en Lettonie à l'été 1944, les dirigeants soviétiques se retrouvent dans un territoire peu familier, dont le processus de soviétisation entrepris à l'été 1940 a été brutalement interrompu moins d'un an plus tard lors de l'invasion allemande de l'URSS. La reconquête du territoire est alors conçue comme un processus de restauration légitime du régime soviétique à laquelle est associée la recherche des ennemis qui se sont compromis par leurs relations avec l'occupant nazi. L'épuration des collaborateurs constitue ainsi un aspect essentiel de la sortie de guerre confuse et chaotique que connaît la Lettonie en 1944-1945. Face à la maigre popularité dont ils jouissent au sein de la population locale et compte tenu de leur inexpérience du terrain letton, les dirigeants y entreprennent une « soviétisation prudente » : la mise en place de l'épuration en reflète les tâtonnements².

Cette période de sortie de guerre dominée par l'épuration peine à trouver sa place dans l'histoire du stalinisme en Lettonie. Comme dans les autres États baltes, l'historiographie de la Lettonie d'après-guerre reste encore marquée par les débats autour de la qualification du retour du pouvoir soviétique en 1944, caractérisé de « libération » par les uns ou de « réoccupation » par les autres. Par ailleurs, la collaboration et son aspect le plus radical, la participation des locaux au massacre des juifs, demeurent des thématiques très sensibles sur les scènes politiques baltes qui

1. Je remercie Alain Blum, Matthew Kott et Nicolas Werth pour leurs précieuses indications, et j'exprime plus particulièrement ma reconnaissance à Catherine Gousseff pour ses conseils et son aide généreuse.

2. Elena Zubkova, *Pribaltika i Kreml' : 1940-1953* [Les pays baltes et le Kremlin], M. : Rosspen, 2008, p. 130.

sont, pour cette raison, largement mises en sourdine au bénéfice de la dénonciation de la « politique génocidaire » de l'URSS. La réaction à l'historiographie soviétique, qui avait hâtivement qualifié tous les ennemis du régime de « germano-fascistes », se substitue ainsi à l'examen des mécanismes de sortie de guerre et l'épuration n'est que partiellement, ou partialement, abordée comme un moment clé de la réintégration du pays à l'URSS³. Les spécialistes des *borderlands* soviétiques entreprennent des études plus complètes des violences de la période dans les marges occidentales de l'URSS⁴. L'épuration est traitée comme ébauche des méthodes de lutte contre les résistances antisoviétiques, mais elle n'intervient pas comme étape décisive de la restauration du pouvoir⁵. L'« épuration des éléments ennemis dans le territoire libéré », pour reprendre la terminologie des rapports soviétiques, constitue pourtant, à différents niveaux, le support essentiel de la reprise en main du territoire. Elle représente un motif omniprésent dans la redéfinition des relations entre pouvoir et population, et entre différents niveaux de pouvoir. L'identification des ennemis commence dès 1942, avec le travail de renseignement effectué dans le territoire occupé. De l'été 1944, au moment où l'Armée rouge pénètre dans le territoire letton, à mai 1945, l'URSS est toujours en guerre, non seulement sur le front est de l'Europe mais également en Lettonie même dont la partie occidentale reste le théâtre d'affrontements violents avec les Allemands. Le pays se trouve encore dans une logique de front où les contraintes militaires pèsent tout autant que la restauration de l'ordre dans la recherche des ennemis. La campagne d'épuration apparaît d'autant plus importante qu'à peine réintroduit dans le giron soviétique, le territoire letton connaît une montée d'actes de résistance armée. Quelles sont les figures de la collaboration qui se dégagent de cette sortie de guerre ? À partir de sources issues des fonds moscovites et lettons, cette contribution vise à resituer les modalités d'identification des ennemis par les acteurs impliqués dans l'entreprise d'épuration⁶.

3. Sur la guerre et la sortie de guerre en Lettonie, voir Heinrichs Strods, *Latvijas nacionālo Partizānu kars 1944-1956* [La guerre des partisans nationaux lettons], Riga, 1996 (1994) ; Valters Nollendorfs, Erwin Oberländer, éd., *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi Occupations 1940-1991*, Riga : Institute of History of Latvia, 2005 ; Daina Bleiere, Antonijs Zunda, éd., *Histoire de la Lettonie : xx^e siècle*, Riga : Jumava, 2006 (2005).

4. Voir en particulier : Jeffrey Burds, « Bor'ba s banditizmom v SSSR v 1944-1953 gg. » [La lutte contre le banditisme en URSS, 1944-1953], *Social'naja Istorija. Ežegodnik 2000*, M. : Rosspen, RAN, 2000, p. 169-190 ; *The Early Cold War in the Soviet West Ukraine, 1944-1948*, Pittsburgh : University of Pittsburgh, 2001 ; Alexandre Statiev, *Social Conflict and Soviet Countrinsurgency in the Western Borderlands, 1944-1950*, thèse de doctorat, Calgary (AB) Canada, 2004.

5. Valdis O. Lumans, *Latvia in the World War II*, New York : Fordham University Press, 2006 ; Geoffrey Swain, *Between Stalin and Hitler : Class war and Race war on the Dvina 1940-46*, Londres-New York : Routledge Curzon, 2004.

6. Le terme de « collaboration » (*kollaboracionizm*) récemment introduit dans l'historiographie russophone accompagne le renouvellement des problématiques sur l'occupation nazie en URSS, E.F. Krin'ko, « Kollaboracionizm v SSSR v gody Velikoj Otečestvennoj voyny i ego izučenie v rossijskoj istoriografii » [La collaboration en URSS pendant la Seconde Guerre mondiale et son enseignement dans l'historiographie russe], *Voprosy istorii*, 11, 2004, p. 153-164. Le terme de

Identifier les traîtres en territoire occupé

Après une année de soviétisation marquée par la perte de l'indépendance, les arrestations de 1940-1941 et la déportation de masse du 14 juin 1941, les opposants au régime soviétique multiplient leurs activités de résistance dès l'invasion allemande. Bien que surestimés par l'historiographie lettone, ces actes antisoviétiques face au retrait précipité du pouvoir ont été néanmoins significatifs et ont profondément marqué les communistes lettons. Une centaine de groupes, composés de rescapés de la déportation de juin, de déserteurs de l'Armée rouge et d'anciens gardes nationaux lettons, prend les armes contre les représentants du pouvoir et les soldats en retraite et sape l'autorité soviétique avant même l'arrivée des troupes allemandes, saluées en libératrices⁷. Ces premiers jours de la guerre démontrent la persistance d'un fort noyau antisoviétique dans la population lettone. Les autorités de la république en évacuation étoffent pendant les années de guerre les hypothèses sur la présence et l'activité des traîtres et des éléments antisoviétiques au sein de la population occupée. Le travail de renseignement en territoire letton cherche à prévoir les conditions de la restauration soviétique, pressentie dès le début de 1942, alors que la bataille de Moscou prenait fin⁸. À partir d'informations récoltées sur le territoire occupé, le premier secrétaire du Parti communiste letton (PCL) Jānis Kalnberziņš et le Président du Soviet suprême Vilis Lācis évaluent les menaces qu'ils auront à affronter lors de leur retour en Lettonie. Les années de guerre correspondent ainsi à un moment privilégié pendant lequel sont ébauchées les figures des traîtres, à travers deux sources majeures : les communiqués des partisans soviétiques en Lettonie et les interrogatoires des prisonniers de guerre lettons. Les partisans lettons ne dépassent pas quelques centaines : aucun véritable mouvement partisan ne s'est développé en Lettonie. En 1941-1942, seules quelques dizaines de communistes lettons restés dans le pays survivent clandestinement, sans coordination, et se révèlent totalement inefficaces : ils sont rapidement balayés par les forces d'occupation⁹. Un État-major letton est créé à Moscou en janvier 1943. À partir de cette date, des groupes formés en Russie franchissent la frontière et se rassemblent dans quelques centres d'importance, autour des grandes villes, dans les régions frontalières avec la Russie. Début 1944, on compte à peine plus de 800 partisans en Lettonie¹⁰. Si leurs

« collaborateur » n'a pas d'équivalent dans l'URSS d'après-guerre et les sources mettent en avant les catégories de : « traîtres à la patrie » (*izmenniki rodine*) qui renvoient à une catégorie juridique, les « traîtres » (*predateli*), terme utilisé plus généralement et qui correspond à des actes de trahison dans des contextes précis (délations...), et enfin plusieurs catégories non juridiques (« complices, laquais, créatures de l'ennemi ») qui semblent renvoyées à cette forme spécifique de trahison qu'est la relation privilégiée avec l'occupant nazi. Je remercie Vanessa Voisin pour ses éclaircissements.

7. Bleiere, Zunda, éd., *Histoire de la Lettonie*..., p. 285.

8. LVA, (Latvijas Valsts arhīvs — Archives d'État de Lettonie), f. PA-101, op. 4, d. 5, 6 ; op. 5 d. 6, 8 ; op. 6, d. 10.

9. Statiev, *Social Conflict and Soviet Countryside*..., p. 66.

10. On dénombre 812 partisans en janvier 1944. Bleiere, Zunda, éd., *Histoire de la Lettonie*..., p. 387.

rangs doublent au printemps 1944 grâce à la venue de jeunes fuyant la mobilisation obligatoire dans l'armée allemande, leur nombre absolu et les activités de sabotage restent quantité négligeable¹¹. Les partisans se voient cependant attribuer deux fonctions. En premier lieu, ils jouent le rôle d'intermédiaires entre les populations locales et les autorités en évacuation. Ils sont considérés comme les représentants de l'autorité soviétique en territoire occupé et sont chargés à ce titre de tisser des liens de solidarité avec la population¹². Mais surtout, ils apparaissent comme des agents et informateurs privilégiés pour rendre compte de l'état d'esprit des Lettons et des occurrences de collaboration. Aux côtés des partisans, les membres des groupes de sécurité pénètrent également en territoire occupé. À partir du printemps 1944, des groupes opérationnels rattachés au Deuxième Front de la Baltique et dépendant du NKGB entreprennent en effet des missions de renseignements. Les témoignages des prisonniers de guerre lettons enrôlés dans l'armée allemande, qui se multiplient avec l'avancée du Deuxième Front de la Baltique en 1944, permettent quant à eux de dresser un tableau de l'ampleur et des motifs de la mobilisation dans la « légion volontaire SS »¹³.

La compilation de ces rapports permet d'esquisser les grands traits de la figure des traîtres diffusés parmi les dirigeants de la république, les services secrets lettons en reconstruction et les cercles du pouvoir central. Une analyse détaillée des relations entre les Allemands et le pouvoir collaborateur letton et des organisations nationalistes est entreprise¹⁴. Les nationalistes lettons sont effectivement parvenus à constituer une ébauche d'administration aux prérogatives très limitées mais néanmoins mieux constituées que dans les autres territoires soviétiques occupés¹⁵. Parmi les premiers visés par les Soviétiques figurent les bataillons de policiers coupables de l'extermination de communistes, des prisonniers de guerre et des juifs. Les partisans négligent le plus souvent les différences entre les formes de police instituées ou confirmées par les occupants et se contentent d'un terme unique pour les désigner, les *Aizsargi*. Cette « garde nationale », fondée pendant la guerre d'indépendance lettone en 1919 comme groupe de volontaires de la garde civile armée, a connu un renouveau d'activité durant les années d'occupation nazie¹⁶.

11. LVA, f. PA-101, op. 6, d. 1, l. 25-29.

12. Conduite malheureusement peu respectée, comme le prouvent à la fois les sources du parti letton et celles de l'État-major des partisans : de nombreux cas de brigandage dirigé contre les civils sont relevés. Voir : LVA, f. PA-101, op. 6, d. 11, l. 115. RGASPI (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii — Archives d'État de Russie d'histoire sociale et politique), f. 69, op. 1, d. 449, l. 9.

13. RGASPI, f. 17, op. 8, d. 135 (1942), LVA, f. 270, op. 1s, d. 91, l. 8-9 (1944).

14. Viktor Guščin, éd., *Prestuplenija nacistov i ih posobnikov v Pribaltike (Latvija), 1941-1945. Dokumenty i sviditel'stva* [Les crimes des nazis et de leurs complices dans les pays baltes (Lettonie), 1941-1945. Documents et témoignages], Riga : Baltijskij centr istoričeskih i social'no-političeskih issledovanij Riga (Latvija) — Tallin : Obščestvennyj sojuz protiv neofašizma i mežnacional'noj rozni, 2007, p. 227-233.

15. Statiev, *Social Conflict ans Soviet Countrinsurgency...*, p. 96.

16. GARF (Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii — Archives d'État de la Fédération de Russie), f. R-9401, op. 2, d. 66, l. 62-65.

Dans les années 1920, elle constituait une branche de l'appareil d'État, dotée des fonctions de défense auxiliaire ou de police rurale. Cette organisation s'imprégna des sentiments nationalistes, et elle soutint activement le coup d'État de Kārlis Ulmanis en 1934, puis son régime dictatorial jusqu'en 1940. Le 8 juillet 1940, avant même l'incorporation de la Lettonie dans l'URSS, l'une des premières mesures du pouvoir soviétique fut de démanteler cette organisation perçue comme une source potentielle de résistance. Beaucoup d'*Aizsargi* échappèrent cependant à la déportation de juin 1941 et sortirent de la clandestinité après le 22 juin afin de rétablir leur contrôle local. Ces groupes, resurgis spontanément, furent par la suite intégrés par les forces d'occupation allemandes dans les bataillons de police auxiliaire (*Schutzmannschaften*), essentiellement dans la catégorie « C », de réserve¹⁷. Bien que le terme *Aizsargi* ne soit jamais employé dans la terminologie allemande avant la débâcle de l'automne 1944, il est fréquemment repris dans les rapports des partisans soviétiques, qui qualifient systématiquement d'*Aizsargi* les *Schutzmannschaften*, et dessinent ainsi une permanence dans la qualification de l'ennemi dans le territoire letton entre 1940 et l'occupation allemande. Les *Aizsargi* sont estimés à 25-50 par canton, soit environ 20 000 pour toute la république (sachant qu'ils opéraient dans quasiment toutes les villes de la Lettonie indépendante). Ils constituent les principaux adversaires des partisans qui avouent que sans leur zèle, ils parviendraient bien plus facilement à couvrir le territoire¹⁸. Comme le note Alexandre Statiev, le contraste entre le nombre de partisans soviétiques et le nombre d'*Aizsargi* est un indicateur pour les autorités soviétiques de l'« état d'esprit » de la population lettone, qui semble plus pencher en faveur de l'occupant allemand que de la restauration du pouvoir soviétique¹⁹. Un large groupe de « complices » se voit par ailleurs d'une manière ou d'une autre privilégié par les Allemands. Ainsi, les koulaks, privés de leurs terres par la réforme agraire de 1940-1941, ont récupéré leurs biens sous l'occupation nazie. Les Allemands ont promu la reprivatisation des terres en 1943, et seuls les Lettons combattant le bolchevisme et soutenant le régime ont bénéficié de cette mesure²⁰. Ces koulaks, aux yeux des Soviétiques, combinent les caractéristiques d'ennemi du peuple : d'élément socialement étranger, ils passent traîtres à la Patrie²¹. La qualification des coupables mêle donc des critères d'avant-guerre pour qualifier les ennemis du peuple et des traits propres à la collaboration avec l'occupant nazi. Elle témoigne à la fois de la permanence des stigmates anciens et de la superposition de nouveaux dont la trahison à la Patrie durant l'occupation constitue le paroxysme.

17. Andrew Ezergailis, *The Holocaust in Latvia, 1941-1944: The Missing Center*, Riga-Washington : The Historical Institute of Latvia, The US Holocaust Memorial Museum, 1996, p. 311-335.

18. LVA, f. PA-101, op. 5, d. 6, l. 8-19.

19. Statiev, *Social Conflict ans Soviet Countrinsurgency...*, p. 68.

20. Bleiere, Zunda, éds., *Histoire de la Lettonie...*, p. 332.

21. LVA, f. PA-101, op. 5, d. 6, l. 8-19.

Sans constituer le critère principal, la nationalité ethnique des citoyens de Lettonie intervient également dans l'analyse de la situation en territoire occupé. Si l'extermination des juifs reste absente des communiqués de partisans et plus généralement du discours sur la Lettonie occupée durant la guerre, l'opposition entre Lettons et Russes est en revanche fréquemment relevée. Les citoyens de nationalité lettone apparaissent aux yeux du pouvoir plus enclins à la collaboration avec l'ennemi allemand que la population russe de Lettonie. Cette accusation qui, certes semble renvoyer à la structure de la collaboration en Lettonie, s'appuie également sur une méfiance ancrée pour les marges non russes, potentiels viviers d'espions à la solde des puissances ennemies de l'URSS. Dès la fin des années 1930, les services secrets soviétiques soupçonnent les autorités de la Lettonie indépendante de tisser des liens étroits avec l'espionnage allemand et japonais²². Riga apparaît alors comme un centre de renseignement important. Parallèlement, les victimes de l'opération lettone de 1937-1938 conduite à Moscou contre les communistes lettons émigrés en URSS sont accusées d'espionnage au profit de la Lettonie fasciste. Par ailleurs, les groupes nationalistes lettons apparus durant la première année de domination soviétique en 1940-1941 ont entretenu des contacts avec l'Allemagne nazie, considérée comme une alliée face aux Soviétiques²³. Un réseau clandestin de « jeunes gardes » nationalistes, *Tēvijās sargi*, découvert en mars 1941 par le NKVD et préparant la révolte avec les Allemands²⁴, se reconstitue pendant la guerre et ses activités n'échappent pas à l'attention des services de sécurité soviétiques²⁵. Ainsi, dès l'origine, les organisations nationalistes lettones sont, du point de vue soviétique, intimement liées avec l'ennemi allemand et marquées du sceau infamant de la collaboration. La forte minorité russe de Lettonie (plus de 10 % en 1935) apparaît symétriquement comme une victime. Certes, les Allemands ont mis sur pied sept bataillons de forces auxiliaires russes dans la Latgale, une propagande leur était spécifiquement destinée à partir de 1944 afin de les rallier à l'Armée russe de libération²⁶. Cependant, le pouvoir soviétique ne s'étend pas sur ces réalisations et s'émeut de la discrimination dont les Russes semblent systématiquement souffrir. Les civils russes paraissent lésés par rapport à leurs voisins lettons, ils sont

22. Jeffrey Burds, « The Soviet War against 'Fifth Columnists': The Case of Chechnya, 1942-1944 », *Journal of Contemporary History*, 42 (2), 2007, p. 276. Makoto Onaka, « The Relationships between the Baltic States and Japan during the Interwar Period », *Journal of Baltic Studies*, 36 (4), hiver 2005, p. 416.

23. Les deux principales organisations clandestines parfaitement connues du NKVD, le KOLA (Organisation de combat pour la libération de la Lettonie) et le LNL (Légion nationale lettone), avaient même créé des départements des « Affaires étrangères » qui correspondaient régulièrement avec les services de contre-espionnage allemand de Riga et les autorités nazies. Juris Ciganovs, « The Resistance Movement against the Soviet Regime in Latvia between 1940 and 1941 », in A. Anusauskas, éd., *The Anti-Soviet Resistance in the Baltic States*, Vilnius : Du Ka, 2000, p. 124.

24. A. Statiev, « Motivations and Goals of Soviet Deportations in the Western Borderlands », *Journal of Strategic Studies*, 28 (6), décembre 2005, p. 980.

25. LVA, f. PA-101, op. 4, d. 6, l. 96-100 ; op. 5, d. 6, l. 8-19.

26. Swain, *Between Stalin and Hitler...*, p. 112.

plus massivement envoyés comme travailleurs forcés en Allemagne²⁷. Un partisan témoigne :

La population russe est presque entièrement du côté du pouvoir soviétique. Les Allemands et les Lettons oppriment par tous les moyens cette frange de la population. Pour les Russes, le bétail est plus réquisitionné que celui des Lettons, les normes de rationnement sont plus faibles que celles des Lettons. La population russe est privée des tous les droits et des possibilités de faire valoir ses droits.²⁸

La réalité de la discrimination est systématisée et absolutisée par la mythologie de la Grande Guerre patriotique dans laquelle les sacrifices sont portés par le peuple russe alors que les peuples des marges non russes s'appuient sur les occupants pour leur dessein « nationaliste-bourgeois »²⁹. « Nous ne travaillons pas pour ces salauds d'Allemands, mais pour les Lettons », confie un Russe³⁰. Les distinctions nationales recoupent également des analyses géographiques et sociales de la collaboration. Ainsi, dans la Latgale, région frontalière avec la Russie, multiethnique avec une forte minorité russe, plus pauvre que le reste du pays et où les partisans sont le plus implantés, la population dans son ensemble apparaît plus opprimée par l'occupation et plus susceptible d'apporter son soutien au régime soviétique. À l'inverse, il est noté que « le groupe des dirigeants de droite en Lettonie se recrutait et se recrute encore dans la province de koulaks (*kulackaja provincija*) de la Courlande », partie occidentale du pays traditionnellement plus lettone, mais également plus allemande (en raison des grands domaines des « barons » allemands sous l'empire tsariste, et de son occupation par les forces allemandes pendant la Première Guerre mondiale). Selon une vieille Lettone de la Latgale : « les Lettons de la Courlande nous considèrent alliés des Russes et ils ne font aucun cas de nous ». La dualité entre les deux régions se confirme en 1944 — la Courlande restant l'un des derniers bastions de la résistance allemande en Europe — et devient une image privilégiée pour distinguer les coupables des opprimés. Les rivalités sociales, nationales et territoriales interfèrent donc dans la construction de l'image de la collaboration.

En 1944, les dirigeants soviétiques ont construit l'image d'une collaboration répandue, nationaliste, lettone et surtout dangereuse pour le rétablissement du pouvoir. Néanmoins, ils s'interrogent sur les motifs de collaboration et la détermination des traîtres, même des plus ostensibles. L'analyse des « volontaires de la légion SS lettone » témoigne de leur perplexité. La légion SS lettone a été formée par les Allemands sur la base du volontariat à partir de février 1943. Des bataillons de police rejoignirent également ses rangs. Après les premiers revers militaires, et face au relatif échec du recrutement volontaire, les occupants ont entrepris plusieurs mobilisations de la population lettone dans les rangs de la SS et ont envoyé les

27. GARF, f. R-7021, op. 93, d. 3472, l. 8.

28. LVA, f. PA-101 op. 5, d. 6, l. 8-22.

29. Krin'ko, « Kollaboracionizm v SSSR... », p. 153.

30. LVA, f. PA-101, op. 5, d. 6, l. 186-193.

soldats sur le front de l'Est³¹. Tout en condamnant ces combattants qui ont pris les armes aux côtés des nazis, les autorités soviétiques lettones nient, dès 1943, le caractère « volontaire » des campagnes de mobilisation. Le 23 avril 1943, dans une lettre au chef de l'État-major partisan Ponomarenko, les autorités lettones évacuées se montrent pleinement informées non seulement du caractère mensonger de l'appellation de « volontariat » mais également du refus d'une partie des appelés de combattre dans l'armée allemande, si bien que certains déserteurs font figure de potentiels alliés aux côtés des rangs partisans³². Jānis Kalnbērziņš, dans l'imminence de la libération par l'Armée rouge, ne s'interdit pas un certain optimisme : deux ans et demi d'occupation nazie ont créé des conditions de vie difficiles pour une partie de la population, la mobilisation allemande n'a pas remporté le succès escompté et les rangs des partisans s'en sont trouvés renforcés. La surestimation de l'adhésion au mouvement entraîne l'espoir d'un soutien de la population au rétablissement du pouvoir soviétique³³.

Le contexte de la Lettonie en 1944 ou pourquoi « les choses sont bien plus compliquées que nous ne pensions en arrivant ici »³⁴

Les premières troupes soviétiques reviennent dans les républiques baltes en janvier 1944. La principale offensive est lancée en été et l'Armée rouge pénètre en Lettonie fin juillet 1944. Il lui faut presque un an pour libérer le territoire letton. D'août à octobre 1944, des villages sont libérés par l'Armée rouge, avant d'être attaqués par les tanks allemands et repris par les forces soviétiques³⁵. Dès leur retour, les dirigeants lettons doivent ainsi se soumettre aux contraintes militaires, et en particulier procéder au recrutement de soldats pour les divisions lettones de l'Armée rouge³⁶. L'enrôlement se déroule péniblement, en raison des résistances rencontrées. De nombreux Lettons tentent d'échapper à la mobilisation en se cachant. La chasse aux réfractaires et aux déserteurs entre dans les compétences des organes de sécurité et devient une priorité en temps de guerre³⁷. Les déserteurs de l'Armée rouge correspondent de loin à la catégorie la plus représentée parmi les différents groupes de personnes arrêtées par les services de sécurité lettons entre septembre et décembre

31. Pour une analyse détaillée du recrutement dans la légion SS, voir Lumans, *Latvia in the World War II*, p. 263-304.

32. RGASPI, f. 69, op. 1, d. 450, l. 1-31.

33. LVA, f. PA-101, op. 6, d. 1, l. 25-29.

34. Jānis Kalnbērziņš devant les secrétaires locaux à la réunion du 6 novembre 1944, cité par G. Swain, « "Cleaning up Soviet Latvia": the Bureau for Latvia (Latburo), 1944-1947 », in Olaf Mertelsman, ed., *The Sovietization of the Baltic States, 1940-1956*, Tartu : Kleio, p. 65 ; LVA, f. PA-101, op. 7, d. 44, l. 21-27.

35. LVA, f. 270, op. 1s, d. 92, l. 21-22.

36. LVA, f. 270, op. 1s, d. 86, l. 32-33.

37. LVA, f. PA-101, op. 6, d. 21, l. 24-26.

1944 (un quart environ)³⁸. Par ailleurs, dès août 1944, les organes de sécurité relèvent des cas de collaborateurs se soustrayant aux représailles grâce à leur incorporation dans l'Armée rouge³⁹. Certains d'entre eux sont ensuite démasqués, mais ces exemples démontrent que le recrutement en urgence dans l'Armée rouge semble avoir comme contrepartie le bâclage de la vérification politique des enrôlés.

38. GARF, f. R-9478, op. 1, d. 70, l. 136, 140 ; d. 279, l. 2 ; LVA, f. PA-101, op. 6, d. 21, l. 56-58.

39. GARF, f. R-9478, op. 1, d. 278, l. 128-134.

Contrairement aux postulats optimistes du printemps 1944, la population lettone, qui compte moins d'1,7 million d'habitants⁴⁰, n'accueille pas chaleureusement l'Armée rouge. Loin s'en faut, à l'aube de sa réintégration à l'URSS, elle craint dans sa grande majorité une nouvelle vague de déportations, comme celles qui ont profondément marqué l'année 1940-1941⁴¹. Cette première phase de domination soviétique est d'ailleurs connue comme « l'année terrible » (*baigais gads*⁴²), terme popularisé par la propagande allemande. Comme dans les autres territoires occupés, les Allemands ont médiatisé la répression soviétique, les déportations de masse de 1941 et ont prédit aux Lettons la disparition totale de leur peuple en cas de restauration du pouvoir soviétique. En 1944, une grande partie de la population balte perçoit l'arrivée de l'Armée rouge comme un déferlement de « barbares venus de l'Est »⁴³. Sur la réputation, en partie justifiée, de massacre et de pillage qui précède l'Armée rouge, se greffent rumeurs et mythes urbains qui associent « Russe » et « sauvage » prêt à commettre toutes sortes de barbaries⁴⁴. Le chaos militaire et la lenteur de la reprise en main localement facilitent la fuite définitive ou provisoire d'une grande partie de Lettons. Les combats les plus longs et les plus violents se déroulent dans le « chaudron de la Courlande » (qui devint par la suite un épisode mythique de batailles aussi bien pour les partisans et soldats soviétiques que pour les résistants antisoviétiques)⁴⁵. La région reste occupée par l'armée allemande « Nord / Courlande » jusqu'au 9 mai 1945, date de la capitulation. De très nombreux Lettons, civils ou militaires enrôlés dans l'armée allemande, s'y précipitent. Alors que la défaite du III^e Reich se précise, environ 130 000 Lettons s'enfuient par la mer, essentiellement vers l'Allemagne où ils se retrouvent dans des camps de personnes déplacées. Parmi les réfugiés, plusieurs milliers craignent des représailles pour leurs relations avec les occupants allemands⁴⁶. Par ailleurs, l'arrivée

40. La Lettonie compte 1 951 million d'habitants en 1935, auquel il faut soustraire les pertes des années 1940-1944. Tõnu Parming, « Population Processes and the Nationality Issues in the Soviet Baltic », *Soviet Studies*, 3, juillet 1980, p. 399. On estime le saignement démographique à environ 250 000/300 000 personnes : les émigrés de la première soviétisation (environ 70 000), les condamnés et déportés de la répression soviétique en 1940-1941 (environ 35 000), les victimes de la répression nazie et surtout les juifs qui ont péri dans la Shoah (environ 70 000) auxquelles s'ajoutent les soldats des forces allemandes et soviétiques et les quelques dizaines de milliers de travailleurs forcés en Allemagne.

41. Jānis Riekstiņš, « The 14 June 1941 deportation », in Nollendorfs, Oberländer, eds., *The Hidden and Forbidden History of Latvia...*, p. 62.

42. D'après le poème « Baiga Vasara » d'Edvarts Virza, perçu comme prophétique. Irēne Šneidere, « The First Soviet Occupation Period in Latvia, 1940-1941 », in Nollendorfs, Oberländer, eds., *The Hidden and Forbidden History of Latvia...*, p. 33-42, p. 33.

43. Juozas Daumantas, *Fighters for Freedom: Lithuanians Partisans versus the USSR (1944-1947)*, New York : Manyland Books, 1975, p. 6-7.

44. Les Lettons considèrent les Russes arrivant de Moscou à Riga à partir de 1939 comme les ressortissants d'un pays arriéré, non civilisé et misérable. Les mémoires d'émigrés en témoignent. Rolf Sers, *My Story of Luck: Autobiography of an Immigrant Doctor from Latvia*, Canada, The Auth. publ., 1990, p. 95.

45. P. Avtonomov, *V Kurljandskoj kotle* [Dans le chaudron de la Courlande], M. : Voennoe Izd., 1955. Entretien avec Ints Calitis, partisan antisoviétique letton, janvier 2007.

46. Les enquêteurs évoquent leurs difficultés à accomplir leurs arrestations en raison des très nombreux cas de fuite. Voir par exemple : LVA, f. PA-101, op. 6, d. 8, l. 24.

de l'Armée rouge provoque dans certains districts une panique généralisée. Le service de contre-espionnage de l'Armée (SMERŠ) entreprend des séries d'entretiens avec les civils, essentiellement dans les zones rurales, qui confirment la fuite d'une grande partie des communautés villageoises. Dès le 15 août 1944, les troupes intérieures du NKVD notent qu'en Estonie et en Lettonie, « parmi la population demeurée sur place, se cachent de nombreux complices armés de l'ennemi qui ont servi sous les Allemands dans la police, les rangs des SD⁴⁷ et les unités de l'armée, et qui mènent des activités contre-révolutionnaires contre le rétablissement du pouvoir soviétique »⁴⁸. Un Russe de la localité de Preili, confie en août 1944 au SMERŠ :

De nombreux Lettons se sont rendus complices des Allemands et ont tué des juifs et des prisonniers russes. Maintenant ils se dérobent et fuient dans les forêts. Parmi ceux qui se cachent, il y a des combattants lettons qui ont servi dans l'armée allemande. Dans la population, on dit que l'Armée rouge ne restera pas longtemps, parce que les Allemands ne les laisseront pas franchir la rivière [i.e. la Dvina]. On dit aussi que les Anglais ou les Suédois peuvent arriver ici. Des Lettons ont acheté des armes à prix fort, 1 000 marks. Ces Lettons ont peur d'être jugés coupables de collaboration avec les Allemands.⁴⁹

Les témoignages de cette même localité confirment surtout la participation des Lettons, dans les rangs des *Schutzmannschaften*, au massacre des juifs qui constituaient la majorité des habitants. Ces hommes se sont enfuis par crainte des représailles⁵⁰. Le fait de se « cacher en forêt » devient ainsi un élément tangible pour identifier les potentiels ennemis et reste une périphrase longtemps utilisée pour qualifier la lutte contre les résistants antisoviétiques. À la fin de l'année 1944, ces formes d'« auto-épuration » atteignent des proportions gigantesques. Le 2 décembre, sur 23 324 personnes identifiées par le NKVD letton comme collaborateurs, 13 846 (60 %) ont fui avec les Allemands et 5 734 (25 %) se cachent encore à proximité de leur domicile⁵¹.

Les difficultés à localiser les collaborateurs sont mises au compte du faible ancrage local du pouvoir soviétique. En 1944-1945, le personnel soviétique local apparaît insuffisant, incompetent ou déloyal aux yeux des dirigeants de la république. Malgré les efforts entrepris pendant la guerre pour recruter et former parmi les évacués un personnel letton soviétique, susceptible d'assurer les fonctions de secrétaire local du parti ou de président des comités exécutifs, le nombre de postes vacants reste très important⁵². Les représentants locaux de l'administration territo-

47. Abréviation de *Sicherheitspolizei und S.*

48. GARF, f. R-9478, d. 278, l. 120-125.

49. LVA, f. PA-101, op. 6, d. 21, l. 17-21.

50. LVA, f. PA-101, op. 6, d. 21, l. 6-7.

51. LVA, f. PA-101, op. 6, d. 21, l. 56-58.

52. A.V. Udris, *Dejatel'nost' evakuirovannogo naselenija Latvijsskoj SSR v sovetskom tylu v period Velikoj otečestvennoj vojny (1941-1944)* [Les activités de la population de la république socialiste soviétique lettone évacuée dans l'arrière-front soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, 1941-1944], Diss. na soiskanie učenoj stepenii kand. Ist. Nauk., Riga : Akademija Nauk, 1972, p. 384.

riale qui, dans leur grande majorité, ont vécu sous l'occupation allemande, croulent sous les innombrables tâches liées à la reconstruction, dont beaucoup dépassent largement leur champ de compétences⁵³. Par ailleurs la nomination ou la confirmation en hâte de « personnes restées en territoire occupé » sans vérification de leur biographie conduit finalement au limogeage de plus de 50 % des représentants locaux au cours de la restauration du pouvoir 1944-1945⁵⁴. Le personnel local ne partage pas dans son ensemble les préoccupations du pouvoir en terme d'élimination des ennemis et intervient plus ou moins ouvertement pour défendre les administrés. Certains se retrouvent alors en conflit ouvert avec l'Armée rouge et les organes de sécurité⁵⁵. Des problèmes de recrutement se font également sentir au sein des organes de sécurité d'État, malgré les efforts entrepris au printemps 1944 pour refonder et épaissir les rangs du NKVD et du NKGB lettons⁵⁶. En septembre 1944, les trois quarts des postes du NKVD sont vacants⁵⁷. En avril 1945, les 1 201 postes dirigeants du NKGB ne sont pourvus qu'à 70 %, et à 50 % au niveau local. Là encore, les changements de personnel sont fréquents⁵⁸. Les jeunes recrues sont totalement novices pour les tâches de renseignement et de sécurité. De l'été à l'automne 1944, le nombre d'arrestations dans le territoire letton libéré reste faible : seuls 5 parachutistes, 53 agents de l'ennemi et 653 « complices et créatures des Allemands » ont été interpellés par les divers départements du NKVD letton⁵⁹.

Lors de la réunion du comité central du parti letton et des secrétaires de districts début novembre 1944, le premier secrétaire Jānis Kalnberziņš est donc obligé d'avouer que « les choses sont bien plus compliquées que nous ne pensions en arrivant ici. Ce n'est pas 1940-1941 ». Ce constat négatif relève, certes, des difficultés du processus de libération de l'occupation nazie mais repose surtout sur la montée des actes antisoviétiques⁶⁰. Il a été formulé après une convocation à Moscou où Kalnberziņš s'est fait sévèrement rappelé à l'ordre. L'« incapacité des dirigeants lettons à identifier les éléments ennemis que les envahisseurs allemands ont laissés derrière eux » devient l'argument principal invoqué par le pouvoir central pour contrôler plus étroitement la Lettonie. Fin décembre, la création du bureau du comité central du parti communiste de l'Union pour la Lettonie scelle la présence des représentants moscovites en Lettonie⁶¹. Tout comme des « délégués plénipotentiaires » avaient été envoyés depuis Moscou dans les républiques baltes

53. L'une des tâches principales est la mise en place de la réforme agraire, qui doit permettre de rallier les paysans pauvres au régime. Swain, « "Cleaning up Soviet Latvia"... », p. 63.

54. RGASPI, f. 600, op. 1, d. 2, l. 22-23.

55. Swain, « "Cleaning up Soviet Latvia"... », p. 66, 70-71.

56. LVA, f. 270, op. 1s, d. 88, l. 1.

57. LVA, f. PA-101, op. 6, d. 21, l. 22-25.

58. LVA, f. PA-101, op. 8, d. 2, l. 74-76, 139.

59. Selon les chiffres donnés par la Direction générale contre le banditisme, GARF, f. R-9478, op. 1, d. 270, l. 6-8.

60. Swain, « "Cleaning up Soviet Latvia"... », p. 65.

61. Swain, « "Cleaning up Soviet Latvia"... », p. 68.

en 1940 pour en superviser l'intégration à l'URSS, des institutions émanant du pouvoir central sont créées en 1944 pour assister les partis baltes jugés inaptes ou inefficaces⁶². Ces observateurs de Moscou assurent le suivi, la surveillance et l'impulsion de certaines mesures. Le bureau acquiert en outre un rôle régulateur, en gérant les éventuels conflits qui peuvent survenir entre la république et Moscou⁶³. Malgré les fonctions et les objectifs premiers du bureau, le *Latburo* n'intervient pas directement dans la lutte contre les ennemis du régime. La position du bureau en la matière semble très influencée par la carrière et les compétences de son directeur, N.N. Šatalin, ancien responsable du parti pour les cadres. Il préconise une solution qui passe essentiellement par une amélioration de la politique des cadres et la politique des nationalités : favoriser les recrues locales du NKVD-NKGB letton⁶⁴. L'épuration apparaît donc très clairement comme une demande du centre, mais elle constitue également un prétexte pour renforcer le contrôle central sur la République. Néanmoins, la lutte contre les ennemis du régime est prise en charge par le pouvoir central à un autre niveau, directement dans le contexte des opérations menées par les organes de sécurité. Face à la lenteur de la reformation des services de sécurité lettons et face aux contraintes militaires, les opérations de renseignement et d'arrestations sont en grande partie gérées depuis le NKVD central.

« Démasquer les agents et les créatures de l'ennemi à l'arrière de l'Armée rouge »

En janvier 1945, Berija engage un profond remaniement des personnels et des tâches des organes de sécurité des territoires libérés, les subordonnant à des impératifs militaires. Les organes de sécurité soviétiques lettons sont complétés avec un personnel envoyé de Moscou. Afin de rationaliser la recherche des suspects et la répartition du personnel des services de sécurité, le territoire libéré letton est divisé en six secteurs opérationnels. Des renforts sont appelés des autres républiques de l'URSS, ce qui reflète à la fois le manque de personnel dans les rangs du NKVD letton et le besoin en fonctionnaires aguerris aux tâches de renseignement et d'enquête dans les territoires libérés, facilitant un transfert de compétences⁶⁵. Par ailleurs, le NKVD letton se retrouve, comme d'autres, sous la tutelle des délégués du NKVD central par front, nommés par Berija, auxquels sont subordonnées les troupes territoriales du NKVD (dans les républiques et les régions libérées) et les troupes de protection de l'arrière de l'Armée rouge. Dans le cadre de cette réorganisation, les opérations de sécurité sont menées directement dans les brèches ouvertes par l'armée. Jusqu'en avril 1945, le nombre de personnes arrêtées est donné par front et non par territoire : les cibles de l'épuration sont déterminées essentiellement par le danger qu'elles représentent

62. RGASPI, f. 17, op. 3, d. 1051.

63. Zubkova, *Pribaltika i Kreml'*..., p. 139-145.

64. LVA, f. PA-101, op. 7, d. 44, l. 8-10.

65. GARF, f. R-7021, op. 2, d. 92, l. 212-219.

pour la stabilité du front. L'ordre de Berija du 1^{er} janvier 1945 au commandant du Deuxième Front de la Baltique exige en premier lieu de :

démasquer et arrêter le réseau d'agents (*agentura*) d'espions et saboteurs des organes allemands de reconnaissance, les terroristes, les membres des organes ennemis, des groupes de bandits rebelles, sans distinction d'appartenance nationale et de citoyenneté [...].⁶⁶

Aux côtés de ces agents opérant directement pour le compte de l'ennemi, viennent ensuite les collaborateurs moins engagés dans les combats mais constituant une menace pour la pacification des territoires et la restauration de l'ordre soviétique :

[...] le personnel de commandement opérationnel des organes policiers, le personnel dirigeant des prisons, des camps de concentration et des membres des tribunaux militaires, les responsables des parlements et municipalités des régions et districts, les bourgmestres, les membres des organisations fascistes, les dirigeants des organisations économiques et administratives, les rédacteurs des journaux et magazines, les auteurs des publications antisoviétiques, les officiers et les soldats originaires des pays de l'URSS et la soi disant « Armée russe de libération », ainsi que tout autre élément suspect.⁶⁷

Les arrestations se multiplient début 1945 conformément aux catégories éditées par l'ordre de Berija. Fin janvier 1945, l'épuration de l'arrière du Deuxième Front de la Baltique conduit à l'arrestation de 6 562 personnes. Parmi elles, 680 « agents des organes de reconnaissance et de contre-espionnage de l'adversaire », 406 « collaborateurs officiels des organes de reconnaissance et de contre-espionnage de l'adversaire », 1 215 « participants des organisations nationalistes lettonnes », 3 093 « traîtres, traîtres à la Patrie, complices et créatures des Allemands », 526 « membres des formations de bandits et leurs complices » et enfin 642 « autres éléments antisoviétiques »⁶⁸. Fin janvier 1945, 1 000 autres suspects sont arrêtés, et ce rythme mensuel se maintient jusqu'en juillet 1945.

Les cas qui retiennent l'attention en 1944 et dans les premiers mois de 1945 concernent surtout les « agents de l'ennemi », armés et missionnés par les Allemands afin de mener des raids contre l'Armée rouge : les parachutistes et les saboteurs. Les Allemands tentent en effet d'entraîner et de débarquer des unités de sabotage dans l'arrière de l'Armée rouge. L'Abwehrgruppe 212 arme 1 164 Lettons sous le commandement du capitaine de l'Armée allemande et Hauptsturmführer SS Boris Jankavs⁶⁹. Un petit groupe ainsi dépêché par les Allemands est liquidé sur les rives du golfe de Riga par les troupes du Deuxième Front de la Baltique. Parmi les personnes arrêtées, un ancien officier letton de l'Armée rouge, tombé dans l'encerclement en 1941, qui a regagné Riga avant de fuir avec les Allemands en Courlande, et

66. GARF, f. R-9401, op. 2, d. 92, l. 109-111.

67. *Ibid.*

68. GARF, f. R-9401, op. 2, d. 92, l. 269-275.

69. Statiev, *Social Conflict...*, p. 71.

un policier letton qui, lui aussi, a accompagné les forces d'occupation dans leur mouvement de retraite. Au total, neuf interpellés révèlent les modes de recrutement effectué par les Allemands en vue d'opérations de sabotage et dénoncent leurs relais locaux⁷⁰. Quelques centaines de saboteurs, quelques dizaines de parachutistes sont ainsi concernés par ces recherches et ces arrestations. Les anciens SD et les groupes de saboteurs sont recensés avec minutie. Les organisations nationalistes clandestines lettones viennent ensuite et, malgré leur loyauté toute relative aux occupants nazis, elles sont très activement recherchées comme organisations antisoviétiques⁷¹. Il est plus ardu d'estimer le contenu des différentes catégories de « traîtres » et de « créatures de l'ennemi » qui constituent le socle des arrestations. Ces catégories concernent, semble-t-il, essentiellement les *Aizsargi*, encore armés, que l'on soupçonne de poursuivre leurs activités antisoviétiques malgré la retraite allemande. Une grande imprécision préside à leur identification. Ainsi, toujours en janvier 1945, l'« affaire de l'organisation fasciste combattante des *Aizsargi* » les dénonce comme les principaux relais d'espionnage et de sabotage de l'armée allemande, s'appuyant sur le cas du groupe Kurelis alors même que celui-ci a été démantelé par les Allemands plusieurs semaines auparavant⁷². Néanmoins, 194 hommes de 33 « groupes de sabotage terroristes d'*Aizsargi* » sont arrêtés⁷³. Ils sont considérés comme une force diffuse dans la population et prête à mener les actions antisoviétiques.

Les identifications à la hâte, la superposition des accusations atteignent leur paroxysme dans certaines affaires marginales mais néanmoins révélatrices de la juxtaposition des crimes. Un des meilleurs exemples d'accusation de collaboration mêlant stigmates anciens et nouveaux est la découverte d'une « organisation de pédérastes » dans la ville de Riga en avril 1945 en face de la gare, par les troupes du chemin de fer, et l'enquête qui est effectuée sur ses prétendus agissements. Ce cas est directement confié à Kalnbērziņš⁷⁴. Certes, l'homosexualité est condamnée en URSS depuis 1934, à cette différence que l'affaire est présentée ici non pas comme une atteinte aux bonnes mœurs mais comme une véritable émanation des fascistes. Elle est considérée comme un réseau organisé « germano-fasciste », dissimulé aux regards, infiltré dans la société soviétique et prêt à la corrompre. Cette condamnation, et surtout la manière dont elle est présentée, reflète deux tendances profondément ancrées dans la représentation de l'homosexualité. La première associe depuis les années 1920 l'homosexuel et l'étranger, celui qui peut menacer la solidité de la nation. Dans l'Europe des années 1920 et 1930, le rapprochement entre Allemand et

70. GARF, f. R-9401, op. 2, d. 92, l. 269-275.

71. GARF, f. R-9401, op. 2, d. 92, l. 269-275.

72. En juillet 1944, les Allemands projetaient de créer des groupes qui resteraient dans l'arrière pour combattre les Soviétiques. Le réseau le plus connu est le « groupe du général Kurelis » qui, rapidement, s'éloigna du commandement allemand et établit depuis la Courlande des contacts avec les Alliés et les indépendantistes. Les « Kourèles » sont liquidés par les Allemands fin 1944, au moment même où ils commencent à apparaître comme des ennemis pour le NKVD. Bleiere, Zunda, éd., *Histoire de la Lettonie*..., p. 325-326.

73. GARF, f. R-9401, op. 2, d. 92, l. 212-219.

74. LVA, f. PA-101, op. 8, d. 20, l. 95-97.

homosexuel n'est pas rare. Cette vision n'est pas remise en cause avec l'accession de Hitler au pouvoir et les discours de plus en plus violents entretenus par les nazis sur l'homosexualité, bientôt suivis d'une répression dans les faits. En URSS comme en Europe occidentale, la figure du chef des SA Ernst Röhm cristallise les haines homophobes, confondues avec le mépris des aspirations nazies et la dénonciation du « vice allemand »⁷⁵. À partir de 1933, certains émigrés allemands, appartenant à des cercles communistes et socialistes, continuent à associer homosexualité et perversion fasciste⁷⁶. Ainsi, l'assimilation d'un réseau homosexuel à une organisation fasciste est une représentation paranoïaque qui dépasse largement les frontières de l'URSS. Plus spécifiquement, en URSS, toute déviance est depuis les années trente associée à une menace envers l'ordre soviétique, pas seulement moral, mais également politique⁷⁷. En accusant de « crimes contre-révolutionnaires » les membres de groupes pratiquant la liberté sexuelle et en les condamnant avec la dernière sévérité, le pouvoir entend dans ce cas marquer les pratiques marginales du sceau implacable de déviance politique⁷⁸. On retrouve ici une logique similaire.

L'identification des ennemis en Lettonie en 1944-1945 repose donc beaucoup sur une volonté de sécuriser, d'épurer le territoire des éléments dangereux. Il reste cependant fort difficile d'évaluer avec précision le nombre de personnes arrêtées et condamnées pour leurs liens avec les occupants. L'ampleur et les motivations de la collaboration elles-mêmes sont diversement appréciées : on estime à environ 110 000 le nombre de citoyens ayant porté l'uniforme allemand, dont 52 000 volontaires des légions SS. L'éparpillement des forces de sécurité chargées de l'épuration (du NKVD-NKGB aux troupes des chemins de fer, en passant par les troupes intérieures, etc.) compliquent le décompte des arrestations et des condamnations. Les données envoyées à Berija en juillet 1945 font état de 10 000 arrestations dans l'arrière du Deuxième Front de la Baltique depuis l'été 1944, auxquelles il faudrait ajouter les exécutions sans jugement (environ 2 000), ces chiffres ne semblant pas prendre en compte la répression dans la Courlande⁷⁹. On compte près de 30 000 arrestations et condamnations en 1944 et 1945⁸⁰. Si les opérations de sécurité reposent sur le savoir-faire du personnel restreint et « allogène », le pouvoir soviétique a cependant cherché à impliquer la population dans son ensemble à l'entreprise de dénonciation de la collaboration.

75. Florence Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris, 1919-1939*, P. : Seuil, 2000, p. 354-355.

76. F. Tamagne, *Mauvais Genre ? Une histoire des représentations de l'homosexualité*, P. : Éditions de La Martinière, 2001, p. 163.

77. Laure Essig, *Queer in Russia. A Story of Sex. Self and the Other*, Durham : Duke University Press, 1999.

78. Gábor T. Rittersporn, « Le Régime face au carnaval. Folklore non conformiste en URSS dans les années 1930 », *Annales. Histoire et Sciences sociales*, 2, mars-avril 2003, p. 471-496.

79. GARF, f. R-9401, op. 2, d. 98, l. 119-222.

80. Bleiere, Zunda, éds., *Histoire de la Lettonie...*, p. 378.

Le rôle de la Commission extraordinaire de la République lettone dans l'identification des collaborateurs

La Commission extraordinaire de la république de Lettonie (ČRK) – ramification de la Commission extraordinaire d'État soviétique chargée d'enquêter sur les crimes nazis⁸¹ – est un canal méconnu d'identification des collaborateurs. La Commission centrale avait en effet pour vocation première la dénonciation des crimes de l'occupant allemand et le décompte des pertes humaines et matérielles de l'URSS⁸². Elle devint le canal privilégié de la diffusion du discours officiel sur la Grande Guerre patriotique, et de la condamnation publique de la cruauté allemande. Dans le cas de la Lettonie, le discours tenu par la ČRK a cherché à s'enraciner dans une histoire longue de la région. Il établit en effet une continuité de l'asservissement germanique sous l'Empire, pendant la Première Guerre mondiale et sous l'occupation nazie : les occupants allemands apparaissent ainsi comme les héritiers des barons allemands exploiters depuis la colonisation teutonique, et des envahisseurs de 1914⁸³. Il s'agit donc de faire converger l'histoire nationale lettone avec la tragédie de la Grande Guerre patriotique. Au-delà du seul discours, l'ouverture des dossiers de la ČRK (entretiens, actes, rapports) et du matériel relatif à son établissement souligne l'intérêt primordial porté à l'engagement d'un personnel local dans l'activité de la Commission, de façon à encourager la coopération des citoyens lettons à la dénonciation de la collaboration.

Son existence s'étale en Lettonie sur un peu plus d'une année et reflète les étapes du recul du front et de la reprise en main du territoire⁸⁴. Sur place, la ČRK réalise un travail colossal qui laisse supposer que l'immense majorité des citoyens ont, d'une manière ou d'une autre, eu affaire à la Commission. Sur l'ensemble de la république, 5 562 filiales sont établies, conformément aux divisions administratives pyramidales

81. Le nom complet de la Commission extraordinaire de la République de Lettonie est Črežvyčajnaja Respublikanskaja Komissija po ustanovljeniju i rassledovaniju zloedžanij nemecko-fašistskih zahvatčikov i ih posobnikov i učetu pričinennogo imi uščerba graždanam, sleskomu hozjajstvu, obščestvennym organizacijam, gosudarstvennym predpriatijam i učeždenijam Latvijskoj SSR.

82. Les sources de la ČRK méritent quelques commentaires. En tant qu'instrument de légalisation du pouvoir soviétique à travers la condamnation de l'occupation nazie, la ČRK produit des chiffres — nombre de victimes, bilan financier des dommages — qui doivent à bien des égards être recoupés avec d'autres sources pour en établir l'authenticité. Son rôle propagandiste, à destination des populations soviétiques mais aussi des puissances alliées dans le cadre des procès d'après-guerre, a été mis en avant par de nombreux auteurs, qui qualifient cette institution d'« instructeur public » du fascisme. Voir Marina Sorokina, « People and procedures. Toward a history of the Investigation of Nazi Crimes in the USSR », *Kritika, Exploration in Russian and Eurasian History*, 6 (4), Fall 2005, p. 797-831. À différentes échelles — de l'oblast' au pouvoir central — les chiffres ont été uniformisés, parfois au prix de profonds remaniements. Sur les significations et le rôle symbolique de légitimation, voir Nathalie Moine, « La Commission d'enquête soviétique sur les crimes de guerre nazis : entre reconquête du territoire, écriture du récit de la guerre et usages justiciers », *Le Mouvement Social*, 222 (1), 2008, p. 81-109.

83. GARF, f. R-7021, op. 93, d. 3736, l. 1-4.

84. GARF, f. R-7021, op. 93, d. 3791, l. 1.

du pays, soit 11 pour les villes, 19 pour les districts, 56 dans les villes moyennes, 516 dans les cantons, auxquelles s'ajoutent 4 960 commissions dans les entreprises et les institutions publiques. Plus de 230 000 actes sont compilés. 53 578 personnes ont participé à leur élaboration⁸⁵. Différentes catégories de population ont été directement impliquées dans la recherche des coupables et la dénonciation des crimes et des dommages subis. Le pouvoir confie le recueil des témoignages à l'*aktiv* communiste, et plus encore aux élites locales. Les instituteurs sont mis à contribution pour l'établissement des actes. Le clergé, en particulier luthérien, est également sollicité. La justification principale évoquée dans les rapports est le besoin de personnel alphabétisé, mais cet argument est contestable dans le cas letton. En effet, la Lettonie est fortement alphabétisée depuis l'Empire, et elle est loin de connaître les taux d'illettrisme moyens de l'URSS⁸⁶. Cet appel au « personnel alphabétisé » est donc moins le reflet de considérations techniques ou pragmatiques que celui d'une politique de ralliement des élites locales. Cette option fait écho à un phénomène plus général au niveau de l'Union soviétique et se réfère également à des pratiques anciennes dans les provinces baltes où le clergé constituait dans le cadre impérial un relais essentiel entre le pouvoir central et les locaux. L'immense entreprise comptable sous-tendue dans le travail de la Commission rappelle le déroulement des recensements de population, autant par la mobilisation du personnel que par l'aspect quantitatif du travail effectué. Symboliquement, il s'agit autant d'une entité d'instruction que d'une passerelle entre le pouvoir et la population⁸⁷. La ČRK constitue une institution de relais dans un pays encore déchiré par les combats et faiblement quadrillé par les institutions soviétiques. Sa mission se fonde sur la dénonciation des crimes de l'occupation et la mise en récit des tragédies vécues. Elle se manifeste en ce sens comme le support moral et politique de la refondation locale du pouvoir soviétique.

Comme pour l'ensemble de l'URSS, les témoins proviennent de catégories sociales et politiques très variées. Une certaine régularité est cependant observable dans les choix de témoignages repris dans les rapports, et dont les citations produisent un « effet de réel »⁸⁸ : là encore sont mis en avant les notables (instituteurs, médecins) et les figures des victimes proches socialement ou politiquement du régime soviétique (paysans pauvres, communistes, familles de partisans)⁸⁹. Les Russes sont également considérés comme des témoins fiables. Les figures des « ennemis » sont donc identifiées par les figures des « amis ». Les victimes désignent leurs bourreaux dans leurs témoignages qui sont ensuite répertoriés dans des listes. Ces longs tableaux insistent sur la nationalité, la résidence, la fonction et le

85. GARF, f. R-7021, op. 93, d. 3736.

86. Visvaldis Mangulis, *Latvia in the Wars of the 20th Century*, New York : Princeton Junction, Cognition books, 1983, p. 5 : déjà sous l'Empire, les taux d'alphabétisation étaient extrêmement élevés.

87. Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial, Russie-URSS 1860-1940*, P. : CNRS Editions, 2007, p. 119.

88. Moine, « La Commission d'enquête soviétique... », p. 94.

89. LVVA (Latvijas Valsts vēstures arhīvs — Archives historiques d'État de Lettonie), f. R-132, op. 26, d. 5, l. 3-8, et d. 16, l. 2-4

type de crime commis par l'individu identifié, ainsi que les coordonnées de la victime qui l'a désigné. C'est ce processus de compilation successive qui produit la figure du collaborateur. On s'appuie ici sur des exemples issus de la Commission du district d'Abrene (l'un des premiers à être libérés) et de Liepāja (l'un des derniers). Dans le district de Liepāja, parmi les 140 criminels identifiés coupables d'« exploitation et de torture des citoyens soviétiques dans les bagnes allemands », 26 sont lettons (les autres étant pour la plupart des Allemands). Il s'agit essentiellement du personnel d'encadrement au service des Allemands dans les prisons et les camps. En revanche, parmi les 50 criminels désignés dans le cadre de « l'esclavage allemand », 38 sont lettons : ils sont accusés de vols ou de crimes perpétrés à des fins individuelles. Les Lettons ainsi comptabilisés sont également, dans leur grande majorité, identifiés comme *Schutzmannschaften*. Notons que dans les deux cas, seule une Ukrainienne est dénoncée : la faible présence de russophones dans cette région explique qu'ils n'apparaissent pour ainsi dire pas dans ces listes. Parmi ces collaborateurs, de nombreux sont déjà internés dans les camps de filtration du NKVD, d'autres sont localisés dans les camps de réfugiés de la zone soviétique d'occupation en Allemagne, d'autres encore sont activement recherchés⁹⁰.

Dans les rapports locaux, aussi bien dans le district d'Abrene que dans celui de Liepāja, on note une certaine permanence de l'image du collaborateur à travers les figures des policiers et des *Aizsargi*. Ils sont responsables de l'exploitation des citoyens au service des Allemands et des koulaks lettons, ils apparaissent comme auxiliaires des forces allemandes dans la chasse aux rares partisans et aux déserteurs fuyant la mobilisation dans l'armée allemande, et sont impliqués dans l'envoi de travailleurs forcés en Allemagne⁹¹. Ces collaborateurs sont qualifiés collectivement de « nationalistes lettons germano-fascistes ». Le terme renvoie à la construction du discours sur les ennemis du régime soviétique dans l'après-guerre, qui insiste à la fois sur le contenu « allemand » de leur crime et leurs positions politiques anti-soviétiques. Parmi les crimes évoqués, les descriptions les plus détaillées et les plus répétitives renvoient au massacre des juifs. 70 000 Juifs de Lettonie sur les 93 000 y résidant avant la guerre (recensement de 1935) ont été exécutés durant la Shoah, dans leur grande majorité lors des massacres perpétrés dans les six premiers mois de l'occupation nazie. Le Einzatsgruppe A a recruté des Lettons dans ses rangs et s'est appuyé sur les forces de police auxiliaires. Des brigades de tueurs particulièrement zélées, dont celle de Viktors Arajs, regroupaient plusieurs centaines d'hommes⁹². Pour les commissions locales de la ČRK, les récits d'exécutions de masse, les localisations des fosses ont représenté un véritable choc pour tous, tant pour les délégués envoyés sur place qui, ayant passé les années de guerre à l'arrière de l'URSS, n'avaient pas visualisé l'ampleur du phénomène, que pour les membres locaux des commissions, qui, tout en ayant été des spectateurs involontaires du génocide pendant la guerre, paraissent dans la narration des faits réaliser la cruauté de ce

90. LVVA, f. R-132, op. 27, d. 31, l. 1-24.

91. LVVA, f. R-132, op. 26, d. 5, 16.

92. Lumans, *Latvia in the World War II*, p. 233-245.

passé proche. Ainsi, le rapport de la commission d'Abrene, après avoir abordé les différents crimes des Allemands et des auxiliaires locaux, explique : « Néanmoins, les Allemands et leurs larbins nationalistes germano-lettons se sont conduits avec une inhumanité bien plus grande encore dans le cadre des exécutions de la population juive de notre district ». Les auteurs reviennent alors sur la constitution des ghettos locaux, le pillage des biens juifs et, surtout, le déroulement des exécutions qui sont décrites avec une grande minutie par des témoins qui se trouvaient sur place⁹³. Même constat dans le district de Liepāja, où la participation des forces auxiliaires lettones est mise en évidence, à la fois dans la constitution du ghetto et dans les exécutions. Le témoin Karlis Andreevich Jansons raconte :

La persécution et les outrages de masse envers la population juive de nos cantons, de nos localités du district de Liepāja ont commencé dès l'arrivée des Allemands au pouvoir, dès le début de l'occupation de la République socialiste soviétique lettone. Les Allemands les obligèrent par la contrainte à travailler dans les tourbières, ainsi qu'à d'autres lourdes tâches, sans les rémunérer ni leur donner de produits alimentaires. Rapidement, ces persécutions prirent un caractère de terreur, et les militaires allemands, avec l'aide des *Aizsargi* et des Schuma [abréviation de Schutzmannschaften] rassemblèrent tous les juifs de [4] cantons dans un seul canton — tous sans exception, sans omettre ni les femmes ni les enfants — en tout 130 personnes exécutées à la fin du mois de novembre 1941. J'ai eu l'occasion de voir personnellement, tôt dans la matinée de l'exécution, des automobiles remplies de juifs qu'on emmenait sous surveillance au lieu de leur exécution. Ce dernier se trouve entre la forêt à l'ouest et une des anciennes garnisons de l'Armée rouge, à environ 80 mètres de la chaussée. Après quelques heures, on a entendu des salves de coups de feu. Il s'agissait de la fusillade des familles juives qu'on avait transportées.⁹⁴

Le niveau de langage, les remarques concernant l'évolution de la répression à l'égard des juifs — des travaux forcés à l'exécution — démontrent l'appartenance du témoin à une élite locale qui, par ailleurs, semble avoir parfaitement intégré les termes officiels de la propagande soviétique condamnant les nationalistes lettons. Dans l'ensemble des rapports locaux lettons, deux motifs reviennent fréquemment dans la description des atrocités nazies envers les juifs : le fait que les Allemands continuent à piller les juifs au moment même de leur exécution et, surtout, le nombre d'enfants massacrés. Ces deux éléments semblent démontrer la rapacité, la cruauté et l'inhumanité du régime d'occupation. Le décompte des enfants massacrés apparaît toujours séparément. Les « enfants juifs » constituent un motif intéressant pour suivre l'évolution du discours sur la Shoah tel qu'il apparaît aux différents niveaux du matériel issu de la ČRK, des témoignages aux publications officielles. Ainsi, s'il semble clair qu'au niveau local, les premiers responsables soviétiques à être confrontés à l'ampleur du génocide (en 1944-1945) la mettent systématiquement en valeur dans la multitude des crimes des Allemands et de leurs

93. LVVA, f. R-132, op. 26, d. 5, l. 1-9.

94. LVVA, f. R-132, op. 26, d. 16, l. 2-4.

complices, les compilations ultérieures de la ČRK la minimisent. Dans le rapport de la république et dans la publication de la commission lettone (deuxième semestre 1945), les juifs n'apparaissent plus que comme l'un des groupes de victimes. Le génocide est sous-entendu dans la figure de l'« enfant soviétique » torturé et massacré par les occupants, sans préciser qu'il a été tué parce qu'il était juif⁹⁵. Les rapports de la ČRK témoignent du traitement soviétique de la Shoah dans l'immédiat après-guerre et de sa censure progressive qui toucha le génocide en URSS⁹⁶.

Conclusion : du « collaborateur » au « bandit »

Le travail de renseignement effectué pendant la guerre dessine les grands traits des collaborateurs qui réactivent essentiellement les figures de l'ennemi développées lors de la soviétisation de 1940-1941. Dès l'arrivée des Soviétiques en territoire letton, la chasse aux collaborateurs apparaît comme une priorité et une stratégie dans la reprise en main du territoire. Les actes anti-soviétiques relevés en Lettonie dès les premières semaines de la libération correspondent aux raids effectués par des groupes clandestins. Ceux-ci sont d'abord qualifiés de groupes terroristes armés par l'ennemi : et de fait, les Allemands ont armé, comme on l'a vu, certains Lettons dans le but de mener des activités de sabotage à l'arrière de l'Armée rouge. Au rythme des actions terroristes, la lutte contre l'adversaire est de plus en plus qualifiée de « lutte contre le banditisme », qui occupe une place grandissante dans les fonctions des services de sécurité en Lettonie. Aux côtés de la désignation de l'ennemi comme germano-fasciste, le terme de bandit apparaît peu à peu dans l'usage de la qualification de l'ennemi. Elle reste initialement minoritaire. Ainsi, entre août et décembre 1944, seule une soixantaine de cas de banditisme est répertoriée et correspond majoritairement à des raids d'approvisionnement opérés au détriment des civils⁹⁷. Début décembre 1944, 25 bandes, composées de 364 membres ont été liquidées⁹⁸. Les occurrences de banditisme ne cessent d'augmenter au premier semestre 1945 et s'intensifient brutalement au printemps. Entre mai et juillet 1945, on passe de 701 à 1 553 incidents recensés⁹⁹. En juillet 1945, le nombre de bandits dépasse le nombre de traîtres à la Patrie dans les statistiques des arrestations, que cette catégorie de bandits renvoie aux anciens combattants germano-fascistes ou aux nouveaux venus de la résistance antisoviétique¹⁰⁰. Cette évolution reflète le changement de situation,

95. Črezvyčajnaja gos. komissija po ustanovleniju i rassledovaniju zlodejanijs nemecko-fašistskich zahvatčikov, *Soobščenie črezvyčajnoj gosudarstvennoj komissii po ustanovleniju i rassledovaniju zlodejanijs nemecko-fašistskich zahvatčikov i ih soobščikov o prestuplenijah nemeckih zahvatčikov na territorii Latvijskoj SSR*, Riga : VAPP, 1945.

96. Moine, « La Commission d'enquête soviétique... », p. 98-99.

97. GARF, f. R-9478, op. 1.

98. GARF, f. R-9478, op. 1, d. 274, l. 1, 11.

99. Swain, « "Cleaning up Soviet Latvia..." », p. 73.

100. GARF, f. R-9401, d. 97, l. 302-304.

intervenu avec la libération totale du territoire letton. La lutte contre le banditisme devient l'occupation principale des services de sécurité, et la référence à la composante allemande du banditisme laisse progressivement la place à la qualification de « nationalisme bourgeois »¹⁰¹. Ce glissement progressif d'une catégorie à l'autre témoigne de l'usage jusqu'alors fait de la collaboration : les Allemands vaincus, la figure du traître n'a plus raison d'être en Lettonie et n'est plus poursuivie en tant que telle, du moins dans les années de confrontation à la guérilla anti-soviétique et avant la grande épuration de la fin des années 1940.

*Université Paris X — Nanterre,
IHTP-CNRS, Institut d'Histoire du Temps Présent*

juliette.denis@gmail.com

101. Zubkova, *Pribaltika i Kreml'*..., p. 239-240.